



Rassemblement de solidarité à Genève avec les syndicalistes et enseignant·e·s d'Iran

A l'occasion de la Conférence internationale du travail de l'OIT (Organisation internationale du travail), les organisations syndicales signataires appellent à un rassemblement devant le siège des Nations Unies à Genève, le vendredi 7 juin 2024.

Elles entendent ainsi dénoncer la nouvelle campagne de répression entreprise par les autorités de la République islamique d'Iran, et notamment :

- le nombre effrayant d'exécutions capitales, dont plus de soixante rien que pendant les deux dernières semaines du mois avril.
- la poursuite de la répression de femmes refusant de porter le voile,

Nous protestons également contre la venue annoncée à la Conférence internationale du travail de personnes désignées par le régime pour représenter les salarié.es.

La République islamique d'Iran a refusé de ratifier de nombreux textes fondamentaux de l'OIT, dont ceux concernant la liberté de constituer des syndicats, la protection du droit syndical et la négociation collective (Conventions 87 et 98 de l'OIT).

Rien ne justifie néanmoins que l'Iran agisse en contradiction avec ces normes. En effet, la Déclaration de 1998, « *oblige les Etats Membres à respecter et à promouvoir* » ces dispositions, « *qu'ils aient ou non ratifié les conventions correspondantes* »

Et cela d'autant plus que l'Iran siège officiellement dans certaines instances de l'OIT.

L'Iran est par ailleurs signataire de deux traités internationaux protégeant notamment le droit de constituer des syndicats, de s'y affilier et de rencontrer des syndicalistes d'autres pays :

- Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP/ICCPR), article 22 ;
- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC/ICESCR), article 8.

Le régime réprime néanmoins des dizaines de personnes agissant dans le cadre de ces deux textes signés par l'État iranien.

Nous organisons un rassemblement :

Vendredi 7 juin 2024, à partir de 12 h à Genève devant le Palais des Nations - "La Chaise"-

- **contre la répression généralisée du régime iranien,**
- **pour soutenir les personnes arrêtées, dont notamment les syndicalistes et les enseignant·e·s,**
- **pour exiger leur libération immédiate.**

Confédération française démocratique du travail (CFDT) - France,

Confédération générale du travail (CGT) - France,

Fédération syndicale unitaire (FSU) - France,

Union syndicale Solidaires - France,

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA) - France,

Communauté genevoise d'action syndicale (CGAS) – Suisse.